

PRÉFET DU HAUT-RHIN

PREFECTURE
Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau des enquêtes publiques
et des installations classées
AR

ARRÊTÉ
du 12 SEP. 2019
portant mise en demeure à la société MICHEL
de se mettre en conformité avec les prescriptions
de l'arrêté préfectoral du 16 février 2006 en matière de :

- phasage d'exploitation,
- phasage de remise en état,
- information préalable du préfet en cas de modification des conditions d'exploiter,
- profondeur d'extraction,
- assainissement autonome,

pour son site de carrière de Cernay

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8-I,
- VU** l'arrêté préfectoral du 16 février 2006 qui autorise la société Michel à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires et des installations de 1^{er} traitement à Cernay,
- VU** la visite d'inspection du site effectuée le 4 juillet 2019,
- VU** le rapport du 23 août 2019 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDÉRANT que l'exploitation du site n'est pas menée dans le respect du phasage d'exploitation prévu au dossier de demande d'autorisation d'exploiter (exploitation encore menée sur les terrains de la phase quinquennale n° 1 [16 février 2006 – 16 février 2011]), ce qui constitue un non-respect de la méthode d'exploitation définie au dossier de demande d'autorisation d'exploiter complété et en conséquence une non-conformité à l'article 4 de l'arrêté du 16 février 2006 susvisé,

CONSIDÉRANT que la remise en état de la carrière n'est pas réalisée selon le phasage prévu au dossier de demande d'autorisation d'exploiter complété (absence de réalisation des deux presqu'îles et des zones de hauts-fonds associées qui devaient être réalisées sur les terrains de la phase quinquennale n° 1 avant le 16 février 2011), ce qui constitue un non-respect de la méthode d'exploitation et de la remise en état définie au dossier de demande d'autorisation d'exploiter complété et en conséquence une non-conformité aux articles 4 et 30 de l'arrêté du 16 février 2006 susvisé,

CONSIDÉRANT que la modification d'exploitation (diminution de l'activité depuis quelques années, retard du phasage d'exploitation d'environ dix ans) et le non-achèvement des travaux de remise

en état des terrains de la phase quinquennale n°1 n'ont pas été portés à la connaissance du préfet ce qui constitue une non-conformité à l'article 7 de l'arrêté du 16 février 2006 susvisé,

CONSIDÉRANT que la cote du terrain naturel se situe aux environs de 298 mNGF, que dans le dossier, le gisement a été annoncé comme exploitable sur 20 m d'épaisseur (soit donc jusque 278mNGF) alors que le plan d'exploitation mis à jour dans sa bathymétrie en octobre 2017 et présenté par l'exploitant fait état d'une extraction menée jusque 285/284 mNGF, ce qui constitue une non-conformité aux articles 4 et 15 de l'arrêté du 16 février 2006 susvisé,

CONSIDÉRANT qu'un constat des services techniques de la ville de Cernay suite à une inspection du 22 février 2016, présenté par l'exploitant lors de l'inspection du 4 juillet 2019 susvisée, fait état de la non-conformité de l'assainissement autonome associé aux bureaux et sanitaires du site de la carrière et que l'exploitant confirme que la mise en conformité n'est pas encore réalisée, ce qui constitue une non-conformité à l'article 23-3 de l'arrêté du 16 février 2006 susvisé,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'observation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, (...) et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. (...).* »,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

ARRÊTE

Article 1er : La société Michel, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est 150 rue de Pfastatt – 68260 KINGERSHEIM, est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions des articles 4, 7, 15, 23-3 et 30 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2006 susvisé pour sa carrière de Cernay, dans le respect des prescriptions qui suivent.

Article 2 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Au plus tard le 31 décembre 2019, et conformément aux prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2006 susvisé, s'agissant du phasage d'exploitation et du phasage de remise en état de la carrière :

« Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur. (...) ».

Article 3 : Information du préfet

Au plus tard le 31 décembre 2019, et conformément aux prescriptions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2006 susvisé, s'agissant de la modification des phasages d'exploitation et de remise en état de la carrière :

« Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée (...) à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. ».

Article 4 : Profondeur d'extraction

Au plus tard le 31 décembre 2019, et conformément aux prescriptions de l'article 15 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2006 susvisé, s'agissant de la profondeur d'extraction de matériaux dans la carrière dans l'objectif du défructement maximal du gisement :

« L'exploitation doit permettre un défruitement maximum du gisement en profondeur (...). La profondeur d'exploitation est limitée à un maximum de 20 m par rapport au terrain naturel. (...) ».

Article 5 : Assainissement autonome

Au plus tard le 31 décembre 2019, et conformément aux prescriptions de l'article 23-3 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2006 susvisé, s'agissant de l'assainissement autonome présent sur le site :

« Les eaux vannes et sanitaires sont évacuées et traitées conformément au code de la santé publique ».

Article 6 : Phasage de remise en état

Au plus tard le 31 décembre 2019, et conformément aux prescriptions de l'article 30 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2006 susvisé, s'agissant du phasage de remise en état de la carrière :

« (...) Cette remise en état doit être accomplie selon le phasage et les modalités définis dans la demande et conformément aux plans joints (...) ».

Article 7 : En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8-II du code de l'environnement.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société Michel.

Fait à COLMAR, le **12 SEP. 2019**
Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MARX

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421.1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.

